



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

Communistes - Rapport au bureau national du 22/10/14 (extraits)

Chers camarades,

Il faut que l'on fasse un tour d'horizon politique national et international, voir dans quel contexte notre congrès va se tenir pour mieux en situer les enjeux.

Hollande l'a déclaré, Valls l'a répété « **nous n'avons pas l'intention de changer de politique, au contraire nous allons accélérer les réformes dont la France a besoin** ». On s'en doutait bien sûr, notons que cette dernière déclaration a été prononcée devant un parterre de 25 patrons de multinationales étrangères qu'Hollande avait invité pour les rassurer...

On ne peut pas écouter, accéder aux demandes des multinationales et satisfaire les besoins sociaux c'est inconciliable. Il y a bien longtemps que le parti socialiste a fait le choix du capital.

Toutes les mesures prises vont dans ce sens, le budget 2015 confirme l'accélération de la casse des services publics, les attaques sur la sécu se poursuivent : 9,6 milliards « d'économies » supplémentaires sont prévus alors que la fraude patronale aux cotisations sociales atteint 20 milliards et que le montant des exonérations de ces cotisations sociales accordées aux entreprises est de 30 à 33 milliards par an. Où est le « déficit » de la Sécurité Sociale ?

3,5 milliards de dotations en moins pour les collectivités territoriales en 2015, 11 milliards d'ici 2017.

436 (sur 2145) communautés de communes ont déjà été supprimées en 2013 par fusions ou regroupements.

Par contre 10 milliards de vont être accordés aux patrons dans le cadre du « pacte de responsabilité » pour 2015 qui viennent se rajouter aux 5,34 milliards de crédit impôt recherche.

La branche famille continue à être démantelée, après les exonérations, ce sont les allocations familiales qui sont attaquées au travers d'indexations sur le niveau de revenu des familles.

Ces attaques sans précédent sur les services sociaux, les services publics s'accompagnent d'une série d'augmentation des prix tous azimuts : timbre-poste, carburant, électricité, gaz, redevance télé etc...

Face au mécontentement, le gouvernement tente de se dédouaner en prétextant les injonctions de Bruxelles alors que les mesures d'austérité appliquées dans tous les pays sont décidées par l'ensemble des pays qui composent la commission européenne, dont la France.

Tout ceci se fait bien sûr en concertation et en accord avec les multinationales, on voit le Medef et le gouvernement s'agiter ensemble pour « réformer » le système d'assurance chômage, un comble ! Avec le pouvoir actuel, le patronat trouve des alliés complaisants pour porter atteinte aux droits des privés d'emploi en les accusant de ne pas chercher de travail.

La casse industrielle se poursuit dans tous les secteurs, dans la construction, les travaux publics, des milliers d'emplois sont supprimés faute de chantiers. Dans l'industrie automobile (Faurecia- Peugeot Motocycles- Autolive Klippan-Peugeot Automobile- Renault...), dans l'agroalimentaire (Gad), à la Seita pour ne citer que les secteurs les plus touchés.

D'après le journal « Le Monde », l'industrie française à un retard d'investissements qui s'élève à 200 milliards. Depuis 2000, 20 % des emplois ont disparus mais les gains de productivité ont progressé de 3,5 % par an !

Par exemple, dans l'industrie du matériel de transport, l'emploi a été divisé par deux en 30 ans (423 000 en 1983, 204 000 en 2013), les gains de productivité ont augmenté de 3,9 % par an dans la même période !

Autre exemple, dans l'industrie des biens d'équipement (Electrique – électronique – informatique), les effectifs ont chuté de 43 %, les gains de productivité ont dans le même temps augmenté de 5,9 % par an (période 2000 – 2013). **C'est dire à quel point l'exploitation capitaliste s'est accentuée avec la convergence de plusieurs facteurs :**

- l'accélération des rythmes de travail,
- la suppression massive d'emplois,
- la baisse des salaires.

L'apport des techniques et technologies nouvelles a été utilisé essentiellement pour augmenter les profits.

Dans le même temps le gouvernement continue à vendre les parts de l'État qu'il détient dans les entreprises publiques. On savait la volonté des socialistes à offrir au capital ce qui été construit et financé par la nation, rappelons que c'est sous le gouvernement Jospin que les privatisations ont été les plus nombreuses mais là, on en a l'éclatante démonstration.

Le gouvernement actuel vient de désigner un dénommé Turinni à la tête de l'agence des participations de l'État (APE) chargée de gérer les actifs publics détenus dans les entreprises, l'État possède encore des parts publiques dans 74 entreprises différentes. Le personnage est issu de chez Vivendi ou il a fait ses preuves en vendant des activités ce qui a rapporté beaucoup d'argent à la société avec les conséquences que l'on sait sur l'emploi.

Cette nomination n'est pas le simple fait du hasard bien sûr, elle poursuit un objectif, continuer à désengager l'État de ses participations publiques, livrer au capital ce qu'il veut : faire des profits partout, dans tous les secteurs.

Déjà en 2013, l'État a vendu 3,1 % de SAFRAN (aéronautique), 3,7 % de EADS (Airbus- Group), 9,5 % d'Aéroport de Paris, cela se poursuit aujourd'hui avec de

nouveau EADS, GDF Suez, il veut céder l'exploitation des barrages hydroélectriques au privé (EDF détient 80 % des concessions et GDF 17 %. L'objectif est d'en garder 34 % au total). Pour ce qui concerne EDF, le gouvernement vient de nommer Laurence Parisot (ex présidente du MEDEF) et Varin (ex PDG de Peugeot) au conseil d'administration de l'entreprise, c'est tout dire !

Autres entreprises dans le collimateur : Orange dans les télécoms, le marché de Rungis et la Française des jeux... Les récentes prises de participations de l'État dans Peugeot ou Alstom ne servent qu'à préserver et augmenter les profits, et ensuite à restituer les parts publiques lorsque les actionnaires l'auront décidé. Que dire des sociétés d'autoroutes dont la privatisation a été confirmée alors que les taux de rentabilité vont de 20 à 25 %, on assiste à un véritable pillage des utilisateurs de cette infrastructure qu'il était question de nationaliser. Non seulement les péages augmentent scandaleusement, le pouvoir en rajoute en augmentant l'essence de 4 centimes pour entretenir les... autoroutes !!

La pression sur les salaires et les pensions s'accroît, les retraités vont subir une nouvelle perte de pouvoir d'achat au travers de l'augmentation de la CSG, les pensions sont bloquées jusqu'en 2017. Les salaires n'augmenteront pas dans le privé selon le Medef, ni dans la fonction publique selon le gouvernement alors que les salaires des fonctionnaires sont bloqués depuis plus de quatre ans.

Martine Aubry la soi-disant chef de file des « socialistes frondeurs » vient au secours du Medef et du gouvernement en déclarant qu'il n'est pas possible d'augmenter les salaires dans la situation actuelle.

Cette politique a bien sûr des conséquences sociales : la France compte aujourd'hui 8,7 millions de pauvres soit 14,3 % de la population. La moitié de ces pauvres ont moins de 30 ans. Depuis 2008, la France compte 890 000 pauvres supplémentaires, 3,3 millions de salariés n'ont pas de complémentaire santé, c'est plus 500 000 en deux ans.

En Europe, la situation est identique : depuis 2008 la pauvreté s'est aggravée de 3,5 % en Allemagne, 6,6 % en Italie, 11,4 % en Espagne, 12,2 % en Hongrie, 11,3 % en France, 12,9 % en Suède, 18 % pour la seule année 2011 en Grèce etc....

Pendant ce temps les profits explosent partout, 10 % des plus riches détiennent 87 % de l'ensemble des richesses du globe.

C'est le constat classique de l'existence du capitalisme et de son développement. D'un côté l'exploitation forcée des peuples, casse des acquis, pression continue sur les salaires, les droits, et de l'autre l'accumulation de profits considérables, pillage des richesses.

Certes, il y a des luttes, la lutte des classes est internationale, le capital règne partout mais les luttes peuvent le stopper. La classe ouvrière ne dispose que de cette voie pour imposer ses revendications.

En France, les luttes s'organisent surtout dans les entreprises ou dans des secteurs d'activité. On sait que les centrales syndicales ont fait le choix du « dialogue social », qu'elles ont abandonné le terrain de la lutte privilégiant la gestion du capital, c'est un obstacle non négligeable qui empêche toute coordination, toute cohérence, toute organisation, impulsion.

Il nous faut donc revenir sur le sujet : de quel syndicalisme la classe ouvrière a besoin ? Un syndicat pour quoi faire ?

Ce sont des questions essentielles, nous ne pouvons pas les ignorer, ce qui n'est pas le cas, mais il faut nous exprimer plus encore sur le sujet.

Dernièrement, il y a eu le 30 septembre (manif pour défendre les retraites), plus proche de nous le 16 octobre (défense de la Sécu). Ces initiatives ont été organisées par la seule CGT on connaît les conditions de leurs préparations (rappelées plus haut).

Des choix politiques ont été faits par les centrales syndicales, elles ont toutes un point commun : négocier avec le Medef et le pouvoir. La CFDT est plus que jamais la chambre d'enregistrement des revendications du Medef. FO ne participe à rien, son discours, son positionnement volontairement « à part » tient à sa survie. La CGT poursuit l'objectif du syndicalisme « rassemblé ». Lepaon, la direction confédérale, confrontés au mécontentement exprimé par les syndicats de base tentent la « reconnexion syndicale (?) », on invente des mots pour masquer une stratégie de moins en moins comprise. Lepaon « regrette le manque d'unité syndicale préjudiciable aux mobilisations » Autrement dit, rien n'est possible sans l'unité des centrales syndicales...

Malgré ces obstacles des luttes nombreuses ont lieu, notre présence dans ces luttes, dans les manifs, nous permet de souligner le changement de ton, les mots d'ordre plus revendicatifs.

Le niveau des luttes peut évoluer très vite, continuons comme nous le faisons déjà à encourager, à soutenir, à aider leur développement. **Les travailleurs nous accueillent de bonne façon, ils apprécient nos analyses et s'en servent de plus en plus souvent.**

Citons encore la lutte des chercheurs le 17 octobre la manifestation parisienne a rassemblé entre 8 et 10 000 les enjeux : avenir de la recherche publique, les moyens de fonctionnement, le maintien des statuts.

Il y a des luttes en France mais également partout en Europe :

En Grande Bretagne, c'est la première fois depuis 33 ans (Thatcher) qu'il y a eu une grève de cette ampleur contre la casse des services publics.

600 000 emplois ont été supprimés dans la fonction publique depuis 2008.

Samedi dernier, grosse manif dans tout le pays sur les salaires.

En Allemagne, cela fait maintenant des semaines que les salariés de la Lufthansa (transport aérien) luttent contre la déréglementation du transport aérien. Les cheminots allemands sont en lutte pour de meilleurs salaires et la réduction du temps de travail. Ces luttes sont massives que ce soit en Angleterre ou en Allemagne.

La classe ouvrière a besoin de lutte pour satisfaire ses revendications, c'est vrai partout, rappelons les luttes victorieuses en Afrique du Sud, en Chine, en Inde, au Bangladesh, aux États-Unis.

Nous avons besoin de donner une perspective à ces luttes je parle naturellement de perspectives politiques, nous avons créé Communistes pour cela.

Tous les autres partis politiques en France sont sur la même ligne ils veulent tous « offrir » ou « construire » une « alternative politique », mais il faut noter qu'aucun ne propose la lutte pour chasser le capital, tous sont dans la gestion. De la droite classique au Front National, du parti socialiste « frondeurs » ou pas, du NPA à Mélenchon au parti communiste français et aux verts, tous sans exception appellent à construire une « alternative » à la politique actuelle, c'est autant d'impasses et d'illusions mais cela veut dire que la question

de la perspective politique est posée. Tous profitent du mécontentement profond du peuple mais aussi de son désarroi. Que faire ? Et comment faire ? C'est bien sur la question centrale : soit on gère le capital, soit on le combat pour le détruire, il n'y a pas d'autre choix, d'autre voie, d'autre choix, la situation politique le démontre, cela se saurait.

Cette question sera bien sûr au centre des débats de notre congrès nous sommes les seuls à la porter, nous avons, répétons-le, l'espace politique grand ouvert pour développer et renforcer la conscience révolutionnaire.

On voit bien que le capital avance, se développe, il emploie tous les moyens pour cela, il s'organise dans une concurrence effrénée pour s'accaparer le plus vite possible les richesses créées par les peuples. **C'est l'objectif du traité transatlantique entre les USA et l'Europe mais qui concerne au total 68 états différents.**

Des négociations ont lieu depuis novembre 2011 dans le plus grand secret et depuis juin 2013 des textes (écrits par les multinationales) existent mais ne sont pas publiés. Les objectifs sont malgré tout connus, il s'agit de supprimer tous les obstacles à la « liberté » du commerce dans tous les secteurs, énergie, agriculture, industrie, culture, services etc.

Les enjeux sont considérables, c'est la disparition des nations déjà bien entamées par le développement du capitalisme européen, les états n'étant que des exécutants des directives capitalistes. Avec le traité transatlantique, c'est une nouvelle étape, rien ne doit échapper à la loi du profit capitaliste. Des pays tentent d'échapper à la domination de l'impérialisme étasunien en organisant et en créant des alliances commerciales (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et autres...Ces accords commerciaux sont multiples et peuvent s'entrecroiser.

Cette concurrence internationale amène à des affrontements de plus en plus dangereux pour la paix. Depuis la défaite de l'URSS, les conflits armés n'ont jamais été aussi nombreux et meurtriers, nous écrivons régulièrement sur le sujet, nous assistons à un nouveau partage pour conquérir les richesses du monde par les impérialismes qui s'affrontent.

Les peuples payent le prix fort mais peu importe pour le capital, son but essentiel c'est le profit car c'est l'objet de son existence.

Les peuples d'Amérique du sud sont de plus en plus nombreux à refuser la loi du capital, c'est le cas au Venezuela, en Bolivie où l'exploitation des matières premières qui étaient propriété des multinationales américaines ont été reprises par le peuple. Ces ressources sont utilisés aujourd'hui pour éradiquer la pauvreté, développer la santé, l'éducation.

Au Brésil, les USA tentent de reprendre la main en favorisant l'élection (probable) d'un candidat entièrement acquis à l'impérialisme,

La bataille est rude partout, les moyens déployés considérables, l'argent n'est pas un problème pour faire la guerre.

Les états capitalistes mettent en place partout des plans d'austérité dont on a vu les effets, mais n'hésitent pas à commercer et dépenser des milliards en armement pour s'accaparer les richesses des pays qu'ils agressent.

Tous ceux qui résistent à l'impérialisme sont punis.

Rappelons nous, cela a commencé tout près de chez nous avec la casse de la Yougoslavie sitôt la chute de l'URSS. Ça se poursuit aujourd'hui avec l'Ukraine

soumise à la convoitise de l'impérialisme européen. L'Europe capitaliste n'a jamais abandonné l'idée de maîtriser l'ensemble des ex pays de l'URSS.

Le fond politique est le même pour ce qui concerne la Libye, L'Irak, La Centre-Afrique, le Mali, la Syrie, tous sont à feu et à sang aujourd'hui.

C'est le cas également pour la Palestine, Israël peut massacrer le peuple palestinien, détruire le pays en toute tranquillité, poursuivre la colonisation sans que personne ne bouge. Sauf pour... « reconstruire le pays ». 50 états se sont proposés pour participer à la reconstruction, il s'agit en fait de financer les multinationales qui se précipitent sur des marchés juteux, tout est à refaire dans le pays, toutes les infrastructures sont détruites. On verserait presque une larme devant la générosité des « donateurs ».

L'impérialisme n'hésite pas à armer, entraîner, organiser des groupes fascistes pour arriver à ses fins, c'est le cas en Ukraine, en Afrique au Moyen-Orient, en Syrie. La Turquie ne combat pas ces groupes, elle les a financé. Elle profite du conflit pour combattre le PKK (Parti Kurde marxiste-léniniste. Le PKK se fait bombarder alors qu'il est le seul à se battre contre l'armée fasciste appelée « Etat Islamique ».

Autre aspect de la concurrence internationale : la Chine développe son commerce partout, elle vient de signer 40 accords commerciaux avec la Russie pour la livraison de gaz et de pétrole, dans la téléphonie et dans l'industrie automobile.

On assiste à un affrontement sans égal inter-impérialiste qui peut devenir très dangereux, tous les ingrédients pour déclencher une guerre généralisée sont en place. Le capital n'a jamais hésité à utiliser ce moyen pour atteindre ses buts. La lutte des peuples peut l'en empêcher, il faut l'encourager, exprimer notre solidarité. Le développement du secteur international de notre parti est indispensable pour la compréhension de la situation du monde et pour développer nos relations internationales.

Nous devons tout simplement tenir le rôle d'un parti politique organisé depuis l'entreprise, le quartier, le département, le pays, le monde. Ça fait beaucoup mais si nous sommes le seul parti révolutionnaire en France, on assiste à la reconstruction de partis semblables au nôtre dans quelques pays. Ce n'est pas le raz-de-marée mais le mouvement est intéressant.

Notre prochain congrès va aider à comprendre la situation politique nationale et internationale mais aussi et surtout à proposer une perspective politique claire au peuple. Le débat politique est indispensable partout pour gagner au développement des idées révolutionnaires et au renforcement du parti. Réunir les adhérents, les sympathisants, proposer des rencontres à ceux qui luttent est essentiel. Cela se fait déjà mais pas encore assez, le parti se renforce là où il y a une activité politique régulière. Les travailleurs marquent un intérêt particulier à ce que nous exprimons, ils sont attentifs à ce que nous proposons. Le matériel que nous diffusons est apprécié, la brochure, les journaux, les tracts sont bien accueillis mais cela concerne encore trop peu de monde. Décider d'initiatives de rencontre plus souvent : quelle entreprise ? Quel établissement ? Quel quartier ? À quelle date ? Qui sera présent ? Quelle aide extérieure ? C'est à ce niveau-là qu'il faut franchir une étape : le travail militant.

Faisons le bilan des rencontres, réunions que nous avons eues ou à venir, des délégués des départements, des adhésions réalisées, bref, faisons un nouveau tour d'horizon sur l'état de la préparation de notre congrès dont nous comprenons l'importance dans la situation actuelle.